

**Des organisations internationales pour la liberté de la presse appellent les autorités burundaises à enquêter sur les attaques commises envers les journalistes et défenseurs des droits de l'homme.**

6 Août 2015

Les organisations soussignées œuvrant pour la liberté de la presse, le développement des médias et les droits humains dénoncent les attaques continues et les menaces contre les journalistes, le personnel des médias et les défenseurs des droits humains, notamment les récents incidents graves durant lesquels le défenseur des droits humains Pierre Claver Mbonimpa a survécu à une tentative d'assassinat tandis que le journaliste Esdras Ndikumana a été victime d'une attaque brutale de la part d'agents de la police et des renseignements.

En outre, nous sommes très préoccupés par le maintien de la fermeture des radios indépendantes ainsi que le manque d'accès à une information fiable au Burundi. Cela est particulièrement inquiétant étant donné la dégradation continue de la situation sécuritaire du pays – un contexte dans lequel chaque Burundais devrait avoir accès à une information correcte et objective plutôt que de devoir se fier à des rumeurs.

Nous appelons les autorités burundaises à enquêter sur ces attaques immédiatement et de s'assurer que les responsables soient traduits en justice dans le cadre d'un procès équitable. De plus, nous demandons aux autorités de permettre la réouverture et le fonctionnement des médias indépendants et de les autoriser à opérer depuis la Maison de la Presse ou d'un autre endroit selon leurs décisions et capacités. Ceci est particulièrement important étant donné que plusieurs stations de radio ont été détruites. Nous encourageons également les autorités à autoriser et faciliter la reconstruction et le rééquipement de ces radios.

De plus, nous encourageons les autorités à assurer le retour en toute sécurité de la cinquantaine de journalistes et personnel des médias qui ont quitté le pays et cherché refuge dans des pays voisins. Nous demandons également aux autorités de s'assurer que ces journalistes puissent recommencer à travailler sans crainte de poursuite ou de persécution.

Enfin, nous appelons à un dialogue entre les autorités et les médias, entre les autorités et les partis de l'opposition ainsi qu'entre les autorités et les Nations Unies et les représentants de l'Union Africaine afin de créer les conditions menant à la construction d'un environnement propice à la paix pour tous les Burundais.

Signataires :

Henry Maina, Directeur Général, Afrique de l'Est, ARTICLE 19

Tom Henheffer, Directeur Exécutif, Canadian Journalists for Free Expression (CJFE)

Toby Mendel, Directeur Exécutif, Center for Law and Democracy

Courtney Radsch, Directrice du Playdoyer, Committee to Protect Journalists

Caroline Vuillemin, Directrice des Opérations, Fondation Hironnelle

Ruth Kronenburg, Directrice, Free Press Unlimited

Daniel Calingaert, Vice Président Exécutif, Freedom House

Daniel Bekele, Directeur Afrique, Human Rights Watch

Melody Patry, Responsable du Playdoyer, Index on Censorship

Ernest Sagaga, Chargé des Droits de l'homme et de la Communication, International Federation of Journalists (IFJ)

Jesper Højberg, Directeur Exécutif, International Media Support (IMS)

Barbara Trionfi, Directrice Exécutive, International Press Insitute (IPI)

Elisa Lees Munoz, Directrice Exécutive, International Women's Media Foundation (IWMF)

Karin Deutsch Karlekar, Directrice, Free Expression Programs, PEN American Center

Tamsin Mitchell, Chercheur Afrique, PEN International

Cléa Kahn-Sriber, Responsable du bureau Afrique, Reporters sans Frontières

Tina Carr, Directrice, Rory Peck Trust

Ronald Koven, Directeur Adjoint, World Press Freedom Committee